

E 2001 (D) 3/316

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères  
du Département politique, P. Bonna,  
au Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer*

Copie

L BJ

Confidentielle

Berne, 22 janvier 1941

Le télégramme<sup>1</sup> que nous venons de vous envoyer vous apprend l'essentiel sur la négociation qui a commencé à Berne à la fin du mois de novembre entre le Département politique d'une part et l'Ambassade de France et la Légation d'Allemagne d'autre part, et qui s'est terminée à la mi-janvier par la libération des internés<sup>2</sup>.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, pour votre information, copie des deux communiqués (annexes 1 et 2) qui ont été donnés à la presse suisse, le premier le 15 janvier pour annoncer et expliquer la décision du Conseil fédéral<sup>3</sup>, le

---

1. *Daté du même jour, non reproduit.*

2. *Sur ces négociations relatives au retour des internés français, cf. aussi DDS, vol. 13, surtout Nos 416 et 426.*

*Sur la question du retour des internés alsaciens et lorrains, cf. annexe III au présent document.*

3. *Cf. PVCF N° 46, du 14 janvier, intitulé: Heimschaffung der französischen Internierten.*

*Le Chef du DPF prononce un exposé:*

Der Vorsteher des Politischen Departements bittet um die Ermächtigung zur Zustimmung zur Heimschaffung der französischen Internierten unter den zwischen Frankreich und Deutschland vereinbarten Bedingungen. Dagegen erhebt allerdings England Einsprache. Doch erscheint dies nicht als gerechtfertigt und anderseits ist es für die Schweiz zu einer dringlichen Notwendigkeit geworden, die Heimschaffung unverzüglich zu bewerkstelligen, ansonst sich in Bälde grosse Unzukömmlichkeiten ergeben könnten.

Es wird noch eine allfällige Mitteilung über die endgültige Haltung Englands erwartet. Sollte diese aber nicht eintreffen oder negativ lauten, so möchte das Politische Departement trotzdem heute abend schon die Zustimmungserklärung zur genannten Heimschaffung abgeben. Es soll der Presse folgende Mitteilung übergeben werden:

«Die deutsche und die französische Regierung haben am 16. November 1940 unter sich eine Vereinbarung über die Freilassung der französischen Internierten in der Schweiz getroffen.

Artikel 2 dieser Vereinbarung hat folgenden Wortlaut: «Der Entlassung der in der Schweiz internierten französischen Militärpersonen wird zugestimmt. Die Internierten sollen beim Überschreiten der schweizerischen Grenze demobilisiert und nach ihren Wohnorten entlassen werden, gleichgültig ob die Wohnorte im besetzten oder im unbesetzten Gebiet Frankreichs liegen.

Die von den Internierten nach der Schweiz mitgeführte Kriegsausrüstung soll mit Ausnahme der Pferde, wegen deren eine Regelung erfolgt ist, den deutschen Militärbehörden übergeben werden».

second le surlendemain pour porter à la connaissance de l'opinion publique le message de gratitude du Chef de l'Etat français<sup>4</sup>.

Ainsi que notre dépêche y a fait brièvement allusion, le gouvernement britannique est intervenu au cours des pourparlers entre la Suisse, l'Allemagne et la France.

Cette intervention s'est produite pour la première fois à la fin du mois de décembre, date à laquelle le Ministre de Grande-Bretagne a remis au Chef du Département politique une lettre accompagnée d'un aide-mémoire, documents dont vous voudrez trouver un exemplaire sous ce pli (annexes 3 et 4)<sup>5</sup>.

Ainsi que vous le verrez, la Légation de Grande-Bretagne est venue tout d'abord aux informations, encore qu'elle ait tenu à marquer d'emblée que si les renseignements qu'elle possédait étaient exacts son gouvernement se verrait dans l'obligation de formuler une réserve expresse.

La lettre de M. Kelly revêtant plutôt le caractère d'une question, nous n'avons pas cru devoir aborder d'emblée les problèmes de droit, mais pouvoir nous borner à en appeler d'un gouvernement britannique informé de façon incomplète à un gouvernement britannique exactement renseigné.

C'est dans cet esprit que le Chef du Département politique a remis au Ministre de Grande-Bretagne, le 7 janvier 1941, un aide-mémoire dont un exemplaire

---

Der Bundesrat ist der Meinung, dass er den Pflichten der Menschlichkeit nicht gerecht würde, wenn er nicht zur Durchführung dieser Vereinbarung Hand böte, zumal er es tun kann, ohne den Verpflichtungen eines neutralen Staates zuwiderzuhandeln. Er hat deshalb die Rückkehr der französischen Internierten in ihre Heimat und die Rückgabe von Pferden an die französische Landwirtschaft, deren sie dringend bedarf, bewilligt. Was das Material des in der Schweiz internierten 45. französischen Armeekorps anbelangt, so hat Frankreich verlangt, dass es, anstatt ihm zurückgegeben zu werden, in seinem Namen und auf seine Rechnung dem Deutschen Reich ausgefolgt werde.

Das Schicksal der nichtfranzösischen Wehrmänner des 45. Armeekorps wird Gegenstand späterer Regelungen bilden.»

Der Rat stimmt sowohl der Absicht des Herrn Vorstehers des Politischen Departements als dem Entwurf der obigen Fassung der Pressemitteilung zu. (E 1004.1 1/405).

4. *Communiqué daté du 17 janvier, ainsi rédigé*: L'Ambassadeur de France a transmis à M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz, Chef du Département politique, à l'intention du Président de la Confédération, un message de gratitude du Chef de l'Etat français. Ce message est ainsi conçu: «Grâce à la généreuse décision prise par le Conseil fédéral de l'associer à l'exécution de l'accord intervenu le 16 novembre 1940 entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand, les premiers convois transportant nos soldats internés se préparent à quitter la Suisse pour la France, et près de 30 000 Français vont être rendus à leur pays.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer, à cette occasion, mes remerciements personnels et ceux de mon Gouvernement.

J'y joins l'expression de la profonde reconnaissance du peuple français tout entier et plus particulièrement des familles de nos internés, mères, femmes et fiancées, pour l'accueil si émouvant dans sa spontanéité que les Autorités et le peuple suisses ont fait à nos soldats, pour les soins dont ceux-ci ont été l'objet durant les sept mois de leur séjour sur le territoire helvétique et enfin pour l'empressement apporté par le Gouvernement fédéral à régler, d'un commun accord, avec le Gouvernement français et le Gouvernement allemand, les questions relatives à leur libération.

Dans les heures présentes et par ces témoignages de sympathie agissante, la Suisse a su, une fois de plus, toucher le cœur de la France. Maréchal Pétain.»

5. *Du 26 décembre 1940, non reproduit.*

est joint à ces lignes (annexe 5)<sup>6</sup> et qui vous éclairera vous-même sur les données essentielles du problème.

Le Conseil fédéral a laissé s'écouler huit jours entre le moment où notre aide-mémoire a été remis au Ministre de Grande-Bretagne et celui où il a pris la détermination de mettre fin à l'internement des soldats français<sup>7</sup>. Il tenait en effet beaucoup à ce que les informations qui avaient été remises à M. Kelly eussent le temps de parvenir à Londres; il espérait même qu'un délai suffisant permettrait au gouvernement britannique d'informer son représentant à Berne de la réaction de Londres.

C'est pourquoi la décision du Conseil fédéral n'a été rendue publique que le 15 janvier. Le jour même, le Chef du Département politique a tenu à informer lui-même le Ministre de Grande-Bretagne de la décision qui avait été prise. Vous trouverez également sous ce pli un compte rendu de la conversation qui a eu lieu à ce propos entre M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz et M. Victor Kelly (annexe 6)<sup>8</sup>.

Le gouvernement anglais ayant fait connaître qu'il n'insistait pas, nous ne comprenons pas les réactions de la presse anglaise auxquelles vous faites allusion. Elles nous paraissent déplacées et nous nous plaignons à espérer que les éclaircissements qui précèdent seront de nature à vous donner tous les apaisements que vous pouvez souhaiter.

#### ANNEXE I

E 2001 (D) 3/316

#### *Le Département politique à la Légation de Grande-Bretagne à Berne*

*Copie*

AM

Berne, 6 janvier 1941<sup>9</sup>

Les Autorités fédérales, qui ont fait étudier de très près et depuis longtemps, les obligations qu'impose à un Etat neutre l'internement de belligérants étrangers, ne peuvent souscrire à la thèse suivant laquelle la livraison à l'Allemagne d'une partie du matériel du 45<sup>e</sup> corps d'armée français, ensuite d'un accord franco-allemand à ce sujet, serait, en quoi que ce soit, un manquement à la neutralité.

Les Autorités fédérales sont convaincues que l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté britannique repose sur une connaissance insuffisante des faits et qu'il suffira que ceux-ci lui soient exactement connus pour le convaincre que le Conseil fédéral manquerait au devoir de l'humanité en ne prêtant pas la main à la réalisation des arrangements qu'ont pris les Gouvernements allemand et français en ce qui concerne les troupes internées en Suisse. Ces faits sont les suivants:

Le 19 juin 1940, le Commandant du 45<sup>e</sup> corps d'armée français a demandé à pouvoir faire passer en Suisse les troupes qui lui étaient subordonnées, afin qu'elles ne soient pas faites prisonnières par l'armée allemande. Ces troupes, fortes de près de 43 000 hommes, sont entrées en Suisse

6. Cf. annexe I au présent document.

7. Cf. note 3 ci-dessus.

8. Cf. annexe II au présent document.

9. Remis le 7 janvier par Pilet-Golaz au Ministre Kelly.

avec armes et bagages, notamment près de 6000 chevaux et 2000 véhicules automobiles. Elles ont été immédiatement désarmées<sup>10</sup>.

La présence pendant six mois de près de 43 000 soldats étrangers internés sur territoire suisse a imposé aux Autorités suisses des charges extrêmement lourdes. Leur surveillance exige douze bataillons d'infanterie. L'entretien et l'habillement des internés ont aggravé les restrictions imposées à la population suisse dont le ravitaillement est entravé. Les frais de l'internement<sup>11</sup> se mon-

10. Cf. *DDS, vol. 13, rubrique VII.3: Affaires sociales et humanitaires; internés et prisonniers de guerre. Une partie des véhicules appartenant aux troupes françaises internées seront achetés par l'armée suisse. Cf. à ce propos la notice rédigée par J. Rossat pour le Conseiller fédéral Pilet-Golaz, du 19 mars 1941: [...] Le 19 février 1941, fut conclue, entre militaires suisses et allemands, une convention réglant l'achat par la Suisse d'une certaine quantité de véhicules automobiles. Aux termes de cette convention, et en tenant compte encore d'un supplément de voitures obtenu après coup, nous avons acheté, au total, 732 véhicules pour le prix de Fr. 686 200.-.*

Cependant, il y a parmi ces 732 unités des voitures défectueuses qui seront démontées afin de servir à la réparation des autres. En fait, nous avons acquis un parc de plus de 500 voitures en excellent état. D'ailleurs, les automobiles achetées sont celles que notre armée attachait le plus de prix à conserver. (E 2001 (D) 3/317)

11. *Dans une note du 2 avril 1941 adressée à l'Ambassadeur de France, R. Renom de la Baume, Pilet-Golaz fournit une estimation plus précise des frais d'internement: l'internement du 45<sup>e</sup> corps d'armée français a coûté, du début et jusqu'à fin janvier 1941, selon une évaluation modérée, 35 087 156 francs suisses. Cette dépense se répartit ainsi qu'il suit entre les différentes nationalités dont se composait le 45<sup>e</sup> corps:*

Français:	Polonais:	Belges:
24 989 737.-	9 663 405.-	434 014.-

Le total indiqué ci-dessus est net, c'est-à-dire que les recettes réalisées par la Suisse sont déjà défalquées.

L'essentiel de ces recettes est constitué par les prestations de travail, les indemnités pour les matériaux employés, le produit de la vente des chevaux. Quant aux dépenses, elles comprennent, comme principaux chapitres, la subsistance et le logement des hommes et des chevaux, les transports (y compris le rapatriement), les soins médicaux, l'habillement, l'assistance, la surveillance. (E 2001 (D) 3/318).

*Dans une notice datée du 20 septembre 1943, destinée à R. Kohli, S. Marcuard donne une nouvelle estimation de ces frais: le bilan des comptes de l'internement des troupes qui composaient organiquement le 45<sup>e</sup> corps d'armée français s'établissait comme suit au 30 avril 1943:*

France	Fr. 22 222 171.67
Pologne	Fr. 49 777 728.11
Belgique	Fr. 753 311.55
	<u>Fr. 72 753 211.33</u>
Compte baraques	Fr. 5 305 556.35
	<u>Fr. 78 058 767.68</u>

De cette somme il y a lieu de déduire un montant de francs suisses 10 416 581.15 qui a été payé par la France en application d'une lettre annexée à l'échange de lettres du 30 mai 1941. Il semble que la France pourrait éventuellement faire un nouvel effort pour régler la dette subsistante qui atteint le montant de Fr. 67 642 186.53 (E 2001 (D) 3/318).

*Dans une autre notice rédigée pour R. Kohli par un fonctionnaire du DPF, et datée du 28 septembre 1943, on lit que*

Ils [les Français] reconnaissent les sommes dues au titre des frais d'internement des troupes françaises (22 222 171.67 francs suisses) à l'exclusion des dépenses occasionnées par les Polonais et les Belges (plus du double).

tent aujourd'hui à plus de vingt millions de francs suisses. Ces frais ne sont couverts que par le droit de rétention de la Suisse sur le matériel interné.

Le 16 novembre 1940, le Gouvernement allemand et le Gouvernement français ont conclu un arrangement apportant certains allègements aux dispositions de la convention franco-allemande d'armistice du 22 juin 1940. L'article 2 de cet accord, qui revêt la forme d'une lettre de l'Ambassadeur allemand Albrecht à M. Scapini, Ambassadeur de France, assure aux internés français en Suisse un sort plus favorable qu'aux prisonniers de guerre français en Allemagne. Il permet leur libération immédiate ainsi que la restitution des chevaux internés en Suisse à l'agriculture française, qui en a besoin, moyennant livraison à l'Allemagne du reste du matériel interné. La France a un très grand intérêt à l'exécution de cet accord.

Les Autorités suisses n'ont pas été consultées avant la conclusion de l'accord franco-allemand du 16 novembre 1940; elles auraient préféré qu'il fût conçu autrement. Mais elles ont dû se convaincre que cet accord formait un tout indivisible et qu'elles avaient le choix entre consentir à son exécution pleine et entière ou rendre inexécutable des stipulations qui apportent des allègements aux difficultés de la France, en même temps qu'elles assurent le retour immédiat dans leurs foyers de la majeure partie des soldats internés en Suisse.

Le Gouvernement fédéral fait le sacrifice de son droit de rétention sur le matériel du 45<sup>e</sup> corps d'armée français, alors que l'utilisation de la part la plus importante de ce matériel, c'est-à-dire les chevaux qui seront restitués à la France, lui aurait rendu, dans les circonstances présentes, des services. Il ne croit pas non plus devoir se refuser à livrer à l'Allemagne la part – dont l'intérêt est beaucoup moindre – du matériel interné que la France a cédée à cette puissance.

Le Gouvernement suisse ne saurait s'attendre à ce que le Gouvernement de Sa Majesté britannique soit moins sensible que lui aux raisons d'humanité qui le poussent à ne pas faire obstacle à la libération des internés français, même si une partie du matériel du 45<sup>e</sup> corps d'armée, dont l'Allemagne se serait rendue maîtresse en vertu de la convention d'armistice du 22 juin 1940 si ce matériel n'avait pas été interné en Suisse, doit lui être livrée aujourd'hui.

## ANNEXE II

*Notice du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*<sup>12</sup>

Berne, 15 janvier 1941 (à 17 h. 47)

Le Ministre d'Angleterre est venu auprès du chef du Département à 17 heures.

Il lui a immédiatement déclaré que, s'il n'avait pas été appelé, il aurait sollicité une audience. Il venait, en effet, de recevoir de son gouvernement l'avis que celui-ci, tout en réservant sa position juridique, vu les circonstances exceptionnelles et pour des considérations pratiques, sans que l'avenir puisse être en quoi que ce soit préjugé, n'insisterait pas en ce qui concerne la restitution des internés français et du matériel.

Je remercie immédiatement le Ministre, en ajoutant que je sais que c'est en grande partie à lui que je dois cette communication. C'était, en effet, pour lui parler des internés que je l'avais prié de venir. Les événements s'étaient un peu précipités. Nous n'avions plus le temps d'attendre. La France insistait beaucoup. Les internés eux-mêmes s'excitaient. D'un jour à l'autre, on pouvait

---

Depuis qu'ils ont payé un montant de 10 millions et demi de francs suisses environ, ils font la sourde oreille et n'accusent même pas réception des relevés de compte de l'internement adressés périodiquement à l'Ambassade de France à Berne par le Département Militaire. (E 2001 (D) 3/318).

*Cf. aussi N° 153.*

12. *Celui-ci a noté dans la marge:* Dicté en présence de M. Secrétan.

22 JANVIER 1941

15

redouter des chocs en retour et le Conseil fédéral avait pris hier la décision<sup>13</sup> de prêter son concours à l'exécution de l'accord franco-allemand. Je n'avais cependant informé de la chose l'Ambassade de France et la Légation d'Allemagne que ce matin. J'avais renseigné les journalistes au début de l'après-midi. Je ne voulais pas que le Ministre d'Angleterre l'apprenne par la radio et les journaux. D'où mon désir de le voir à 17 heures. Je lui ai alors lu le communiqué<sup>14</sup>. Il a demandé de l'emporter. Je le lui ai laissé.

J'ai demandé au Ministre d'Angleterre s'il voulait bien me confirmer par écrit sa communication. Il m'a répondu qu'il faudrait qu'il en demande l'autorisation à son gouvernement, parce que les termes pouvaient avoir une importance et qu'on préférerait traiter cela du point de vue pratique et non pas du point de vue formel. Je lui ai dit que je comprenais fort bien la chose; une lettre personnelle de sa part me suffirait. Il m'a dit qu'il allait immédiatement demander à Londres la permission de le faire, mais que je pouvais considérer sa communication comme officielle et que, par conséquent, je pouvais la porter à la connaissance du Conseil fédéral.

Après quoi, nous avons parlé des Polonais. Il m'a remis un aide-mémoire<sup>15</sup> qui ne demande rien, qui précise seulement l'opinion du gouvernement anglais. Je lui ai dit que, pour l'instant, le problème n'était pas actuel, que des négociations n'étaient pas engagées à ce sujet. Je lui ai répété que nous savions que, là, des considérations d'humanité agiraient peut-être en sens contraire, non pas comme pour les Français. Il a exprimé le désir que nous ne précipitions rien. Je ne lui ai pas caché que c'était également mon intention, à condition que les Polonais se conduisent convenablement.

Puis nous avons passé à la question des bombardements de Bâle et de Zurich<sup>16</sup>. Il n'a pas encore de réponse, mais West va faire un rapport et il n'est pas exclu que nous arrivions à une solution.

### ANNEXE III

E 27/14481/3

#### *Rapport du Chef d'Etat-Major du Commissariat fédéral à l'Internement, E. Marty<sup>17</sup>*

#### BERICHT ÜBER DIE TÄTIGKEIT DER AUSWAHLKOMMISSION FÜR DIE FRANZ. INTERNIERTEN, DIE NACH ELSASS UND LOTHRINGEN ZURÜCKKEHREN WOLLEN ODER NICHT.

Streng vertraulich

Bern, 30. Januar 1941

[...]<sup>18</sup>

1. Die von der deutschen Gesandtschaft in Bern durch deren Militärattaché, Oberst von Ilse-mann, am Montag, den 6.1.41 dem Eidg. Kommissär für Internierungen dienstlich vorgestellte

13. Cf. note 3 ci-dessus.

14. Ibid.

15. Non reproduit. Sur les internés polonais cf. N° 4.

16. Cf. les PVCF N° 23 du 10 janvier, N° 243 du 18 février, N° 632 du 25 avril 1941, E 1004.1 1/405-406 et 408. Cf. aussi E 2001 (E) 1968/113/124-125.

17. Rapport transmis au Chef de l'Etat-Major Général, J. Huber, et au DPF.

Sur la question du retour des internés alsaciens et lorrains, cf. aussi E 2001 (D) 3/317 et E 5795/528.

18. La convention franco-allemande du 16 novembre 1940 a fixé les conditions pour le rapatriement des internés français. Avec l'accord du DPF, une commission allemande est venue en Suisse pour effectuer le tri des internés alsaciens et lorrains.

*Kommission für die Auswahl der franz. Internierten, welche im Elsass (Départements Haut-Rhin & Bas-Rhin) und Lothringen (Département Moselle) vor Kriegsausbruch 1939 ansässig waren, bestand aus den Herren:*

Oberstlt. Graebe vom Oberkommando der Wehrmacht (O.K.W.)  
 Major Grohe » » » »  
 Oberregierungsrat Schmechel von der Gauleitung in Strassburg  
 Bürgermeister Sitzenstuhl von der Gauleitung in Lothringen  
 Herren Licht und Bopp (Polizeifunktionäre).

Mit dem Einverständnis des Chefs des Generalstabes der Armee und des Eidg. Polit. Departements, war Oberst i.Gst. Marty, Stabschef des Eidg. Kommissariates für Internierungen, der Kommission als *Missionschef* beigegeben. Als *Sekretär* war bezeichnet: Hptm. Egli, vom Eidg. Kommissariat für Internierungen. Ferner nahm an verschiedenen Tagen Herr Legationssekretär Rossat vom Eidg. Polit. Dept. an der Tätigkeit der Kommission teil.

[...]

3. Die gegen Ende November vom Eidg. Politischen Departement der deutschen Gesandtschaft überreichten *Listen der Elsässer und Lothringer* enthielten einschliesslich der am 3.1.41 zur Verfügung gestellten «Nachtragslisten» der «Nein-Sager» 3230 Namen, deren Inhaber sich auf Grund der vom Eidg. Kommissär für Internierungen angeordneten dienstlichen Anfrage vom August 1940, wie folgt entschieden hatten:

«Ja-Sager» (Rückkehr nach Elsass & Lothringen)	2888
«Nein-Sager» (Rückkehr nach dem übrigen Frankreich)	<u>342</u>
zusammen, wie oben	3230

Auf Grund der persönlichen *Einvernahmen* der Internierten und der *Entscheidungen der Aufnahmekommission* ergaben sich bis zum 30.1.41 folgende Stimmzahlen:

*A) Elsässer:*

Zur Rückkehr nach Elsass angenommen:	2195 = 76%
Abgelehnt und zur Rückkehr nach Frankreich vorgemerkt:	<u>680 = 24%</u>
	2875 = 100%

*B) Lothringer:*

Zur Rückkehr nach Lothringen angenommen:	348 = 58%
Abgelehnt und zur Rückkehr nach Frankreich vorgemerkt:	<u>248 = 42%</u>
	596 = 100%

Zusammen 3471

Der Vergleich mit den vom Eidg. Kommissariat für Internierungen vorbereiteten Listen ergibt: (siehe oben)

<i>Listen</i>		<i>Effektive Ergebnisse</i>
«Ja-Sager»	2888 = 89%	2543 = 73%
«Nein-Sager»	<u>342 = 11%</u>	<u>928 = 27%</u>
	3250 = 100%	3471 = 100%

4. Auffallend ist, dass die Zahl der «Nein-Sager» bzw. derjenigen, die nicht zur Rückkehr ins Elsass und nach Lothringen ermächtigt wurden, wesentlich höher ist, als man auf Grund der ursprünglichen, der deutschen Gesandtschaft zur Verfügung gestellten Listen, hätte erwarten sollen.

Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass die Kommission kurz nach Beginn ihrer Arbeiten den Wunsch zum Ausdruck brachte, dass ihr ausser den im Elsass und in Lothringen vor Kriegsausbruch «Ansässigen» (*domiciliés*) auch diejenigen «gebürtigen» Elsässer und Lothringer vorgeführt werden sollen, die ihren Wohnsitz im übrigen Frankreich hatten. Die Kommission wollte auch diesen Leuten, die ihre Geschäfte oder Anstellung in Frankreich besaßen, die Möglichkeit bieten, unter Aufgabe der bisherigen Tätigkeit die Rückkehr ins Elsass oder nach Lothringen zu

vollziehen. Es wurden deshalb der Kommission 241 Mann mehr vorgeführt, die sich aus solchen, mit dem Elsass und Lothringen nur noch lose verknüpften Elementen zusammensetzten.

Mit verschwindend kleinen Ausnahmen von einigen Mann beehrten diese Nachzügler nicht ins Elsass und nicht nach Lothringen heimzukehren, da sie weder ihre Familie, noch ihren bisherigen Broterwerb im Stiche lassen wollten.

5. Über die *Methoden*, die bei der Auswahl befolgt wurden und über deren innere Begründung uns die Mitglieder der deutschen Kommission mit aller Offenheit orientiert haben, sei «à titre documentaire» Folgendes festgehalten.

Wie aus dem Vergleich der «Ja-Sager»-Stimmen der Listen und der Endergebnisse hervorgeht, wurden im Allgemeinen diejenigen Leute, die *deutscher Herkunft* waren (Eltern und Grosseltern), die sich über frühere Tätigkeit auf eigenem Grund und Boden, Geschäft, Anstellung, ausweisen konnten, restlos angenommen und zur Rückkehr ins Elsass ermächtigt.

Eine mehr oder weniger deutliche *Ablehnung* erfuhren diejenigen Heimkehrer, die mit Innerfranzösischen verheiratet sind (*Mischehen*). Je jünger Frau und Kinder waren, desto eher rechnete die Kommission mit einer raschen *Assimilierung und Überführung* des bisher französisch orientierten Haushalts in deutsche Verhältnisse, einschliesslich der Kindererziehung.

Wenn der Internierte, der beabsichtigt hatte ins Elsass oder nach Lothringen zurückkehren zu können, gar nicht oder nur sehr wenig Deutsch reden konnte, erfolgt meistens Ablehnung, weil die heutigen Behörden in Stadt und Dorf von Elsass und Lothringen die französische Sprache nicht mehr dulden wollen. Die Bedingungen für die Rückkehr nach dem Elsass (Départements Haut-Rhin und Bas-Rhin) wurden i.allg. etwas kulanter gehandhabt, als diejenigen für Lothringen. Für das Département Moselle war die nach deutschen Begriffen notwendig gewordene Ausweisung von Elementen französischer Herkunft, die schon im November 1940 grössten Teils durchgeführt war, auch bei der Heimtschaffung der Internierten begleitend. Es kann in diesem Zusammenhang daran erinnert werden, dass der westliche Teil von Lothringen, dessen Umgangssprache schon vor 1918 französisch war, zum grössten Teil evakuiert, d. h. die Bevölkerung französischer Muttersprache ausgewiesen und nach dem unbesetzten Frankreich abgeschoben worden ist. Deshalb wurden auch die dort beheimateten Internierten nicht angenommen oder es wurde ihnen auf Grund vorhandener Ausweisungslisten mitgeteilt, wenn sich ihre Angehörigen nicht mehr in der Heimat aufhalten. In den meisten Fällen waren die Internierten darüber schon aus Briefwechsel orientiert und beehrten sie selbst die Rückkehr nach dem unbesetzten Frankreich oder, was sehr schwierig sein wird, die Rückkehr durch die Demarkationslinie in die benachbarten, noch vollständig französischen Départements Meurthe & Moselle und Vosges (z. B. Nancy) zu erwirken.

Als Folge der in Lothringen zur Zeit im Zuge befindlichen einschneidenden Verdeutschung ergibt sich die verhältnismässig grosse Zahl der «Nein-Sager» für Lothringen, d. h. derjenigen, die nicht dorthin zurückkehren.

Fast allgemeine Ablehnung erfuhren die Berufs-Militär-Personen (*actives*), die keinen Zivilberuf nachweisen konnten wie z. B. Sattler, Schuhmacher, Radiotechniker, die sich übrigens bereits überwiegend von Anfang an für Frankreich gemeldet hatten.

Ferner ergab sich eine grosse Zahl von *ablehnenden Internierten* bei den französischen *Staatseingestellten*, z. B. Douaniers, Forst- & Strassenpersonal, Beamte und Angestellte des Fiskus. Obschon die deutsche Kommission dieser Kategorie von Internierten weitestgehend mutmassliche Übernahme in den deutschen Staatsdienst, mit Anrechnung aller oder einiger Dienstjahre in Aussicht stellte, zogen die staatlichen Funktionäre mehrheitlich die *Rückkehr* nach dem unbesetzten Frankreich in die bisherigen Verwaltungszweige vor. Eine für die deutschen Interessen wertvolle Ausnahme machten viele *Bahnangestellte*, deren Übernahme die Kommission begrüsst.

Eine nach deutschen Begriffen selbstverständliche kategorische Ablehnung erfuhren die *Israeliten*, die ausnahmslos diese Ablehnung ohne weiteres hinnahmen. Für den Aussenstehenden war es interessant festzustellen, dass Halb- oder Ein- & Dreiviertel-Arier in wohlwollender Weise, ohne nähere Nachprüfung, übernommen wurden, wobei jedoch der stillschweigende Vorbehalt nicht unerwähnt bleiben darf, dass solche Leute unter Umständen mit einer nachträglichen Ausweisung nach Frankreich werden rechnen müssen.

In etwa einem Dutzend Fällen erfolgte eine *Ablehnung* derjenigen Personen im Alter von



40 und mehr Jahren, die gegen Ende des letzten Weltkrieges auf *deutscher Seite desertiert* oder in *Gefangenschaft geraten*, vor dem Waffenstillstand (Nov. 1918) in französischen Militärdienst oder auch in Munitionsfabriken eingetreten waren und damit gegen ihr damaliges Vaterland gekämpft haben. Es ergaben sich dadurch einige schwere *Härtefälle*, in denen den Betroffenen die Einreichung eines *Gnadengesuches* an die deutsche Gesandtschaft in Bern, oder nach der Heimschaffung an die deutsche Botschaft in Vichy nahe gelegt wurde. Es geschah dies unter ausdrücklicher Einwilligung der Kommission durch den Berichtersteller, der gebeten wurde, diese noch bestehende Möglichkeit den Leuten bekannt zu geben.

6. Der *Gesamteindruck* der 3 wöchigen Tätigkeit kann dahin zusammengefasst werden, dass *kein einziger Zwischenfall* zu melden ist. Die Verhandlungen erfolgten in ruhiger, korrekter Form und im Allgemeinen sehr wohlwollend. Die Tätigkeit des Berichterstatters ging u.a. auch dahin, die Interessen derjenigen Internierten zu wahren, deren Absicht seitens der Kommission keine Folge gegeben werden wollte. Es gelang auch in einigen Fällen, die Kommission zu einer mildereren Beurteilung zu beeinflussen.

*Es ist festzustellen, dass gegen seinen persönlichen Willen kein einziger Internierter zur Rückkehr nach dem Elsass und nach Lothringen gezwungen oder überredet wurde.*

Damit dürfte die *Forderung der Gegenseite* als *erfüllt* betrachtet werden können. Es ist auch zu betonen, dass im Falle einer Ablehnung seitens des Internierten *keinerlei Drohungen* gegenüber den *Familienangehörigen im Elsass und in Lothringen* verlautbart oder irgendwie diesbez. Notizen gemacht wurden. Zu wiederholten Malen erklärten die deutschen Herren, dass die *Entscheidung* eines internierten Elsässers oder Lothringers zur freiwilligen Rückkehr nach Frankreich *ohne Belang für die dortige Angehörigen* sein werde, wobei jedoch die Internierten in sehr deutlicher Weise orientiert wurden, dass durch die Option für Frankreich eine «lebenslängliche» Trennung erfolgen dürfte, d.h. eine spätere *Rückkehr zur Niederlassung* im Elsass oder in Lothringen als *ausgeschlossen* zu betrachten sei.

Nach diesen allgemeinen Bemerkungen füge ich bei, dass sich der persönliche Verkehr mit den Mitgliedern der deutschen Kommission von Anfang an bis zum Schluss in denkbar höflichster und von gegenseitigem Vertrauen getragener Form abgewickelt hat.